

Il y a urgence à réaffirmer avec force le droit à la souveraineté alimentaire.

---

Mes cher-es camarades,

Le monde change autour de nous ! Et c'est un changement douloureux, brutal, qui touche encore et toujours les plus faibles.

On le voit évidemment aujourd'hui avec la crise financière. Mais cette crise n'est pas que financière, c'est la crise de tout un système : explosion des inégalités, dérèglement climatique, épuisement des ressources naturelles, crise alimentaire...

Alors que même les experts de la FAO reconnaissent aujourd'hui que la planète pourrait être nourrie entièrement par l'agriculture biologique, 920 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, et plus de 25 000 en meurent chaque année !

A droite, Nicolas Sarkozy insulte les pays du Sud en faisant passer, dans un bel effet d'annonce, l'aide alimentaire de la France de 30 à 60 millions d'euros... Alors qu'on trouve 40 milliards pour recapitaliser les banques !

Cette crise alimentaire n'est pas nouvelle, mais elle s'aggrave, et les pays industrialisés en portent une lourde part de responsabilité.

Car si les origines de la crise alimentaire sont en partie conjoncturelles, l'explication principale réside dans les politiques imposées par les pays les plus riches de la planète.

C'est tout d'abord la logique néolibérale de l'OMC et de la Banque mondiale, qui oblige les Pays du Sud à ouvrir leurs frontières, à détourner des terres fertiles à la production d'agrocarburants, et à passer à la monoculture, destinée non plus à se nourrir localement, mais à être exportée.

Ce sont ensuite les politiques agricoles européennes et américaines, qui subventionnent une agriculture intensive, destinée à l'exportation, creusant encore plus les inégalités... alors que les écarts de productivité sont déjà de 1 à 200 !

Le résultat de tout ça, c'est une situation absurde et dramatique : les paysans sont aujourd'hui parmi les premiers à souffrir de sous-alimentation !

Alors il y a urgence , mes camarades !

Urgence à réaffirmer avec force le droit à la souveraineté alimentaire.

---

Urgence à remettre à plat les règles du commerce international.

Urgence à défendre l'« exception agricole » : l'agriculture n'est pas une marchandise comme les autres, car se nourrir est un droit fondamental !

Urgence à protéger les marchés nationaux, contrairement à ce qui s'est passé au cycle de Doha.

Urgence, enfin, à miser sur une agriculture relocalisée, paysanne et vivrière, car cette forme d'agriculture est la seule qui puisse répondre à la fois aux crises sociale, alimentaire et écologique :

Elle permet l'émancipation des individus en créant des emplois, localement, en leur permettant de vivre dignement de leur travail.

Elle est garante de la souveraineté alimentaire des pays, en leur permettant de ne plus dépendre des multinationales pour leurs importations agricoles.

Enfin elle favorise une gestion attentive des ressources naturelles, pour une agriculture qualitative, sans ces OGM qui induisent une dépendance inacceptable vis à vis des multinationales qui contrôlent le marché des semences.

Parce que nous faisons face à une crise du système, c'est une réponse systémique que nous devons porter : réformer les règles du commerce international, produire et consommer localement, favoriser une agriculture paysanne de qualité.

C'est la seule solution durable pour contrer la crise alimentaire en respectant l'environnement et le droit des paysans à vivre dignement de leur travail.

Nous devons porter haut et fort ces questions lors des élections européennes.

Ensemble, nous pouvons porter ces choix de manière radicale et volontariste, subversive, même, en défendant une ligne clairement écologiste et altermondialiste.

C'est notre responsabilité collective, en tant que nouveau parti porteur d'espoir à gauche.